

Communications

Korrigendum

In der Ausgabe 4 der Schweizerischen Ärztezeitung vom 21. Januar 2009 ist der Autor des Artikels «Schweizerische Gesellschaft für Chirurgie», Prof. Dr. med. Othmar Schöb, unerwähnt geblieben. Die Redaktion holt dies hiermit nach und entschuldigt sich dafür.

Erratum

Dans le n° 4 du Bulletin des médecins suisses du 21 janvier 2009, l'auteur de l'article «Société suisse de chirurgie» n'a pas été mentionné. Il s'agissait du Prof. Othmar Schöb. La rédaction lui présente, ainsi qu'aux lecteurs du Bulletin, ses excuses pour cet oubli qu'elle tenait à réparer ici.

fmCh

Zulassungsstopp für Spezialisten – ein untauglicher Vorschlag

Das Parlament ringt um eine Nachfolgelösung für den Ärztestopp – ohne jeden Erfolg. Auch der letzte Vorschlag der nationalrätlichen Gesundheitskommission (SGK-N) ist nicht mehr als eine Verlegenheitslösung. Der Zulassungsstopp wird nicht sinnvoller, nur weil man ihn auf Spezialisten beschränkt. Den Grundversorgern ist nicht gedient, nur weil man sie vom Zulassungsstopp ausnimmt. Der Zulassungsstopp ist von Beginn weg eine Fehlkonzeption, der nur deshalb keinen grösseren Schaden angerichtet hat, weil ihn die Kantone zu einem Planungsinstrument umfunktioniert haben. Der Zulassungsstopp soll endlich durch ein Modell ersetzt werden, das sich an einer qualitativ hochstehenden Versorgung der Bevölkerung orientiert.

Die fmCh lehnt einen auf Spezialisten beschränkten Zulassungsstopp kategorisch ab. Diese Massnahme würde einen Teil der Ärzteschaft auf ungerechtfertigte Art diskriminieren. Die jungen Spezialistinnen und Spezialisten verfügen über einen sehr hohen fachlichen und technischen Bildungsstand. Warum

man ausgerechnet diese Ärztinnen und Ärzte von der medizinischen Versorgung der Bevölkerung abhalten will, ist weder aus medizinischen noch ökonomischen Gründen einzusehen. Nicht nur bei den Hausärzten, sondern auch bei den Spezialisten beginnen sich Nachwuchsprobleme abzuzeichnen. Durch einen selektiven Zulassungsstopp würden sich diese Probleme nur verschärfen.

Die fmCh setzt sich für eine Nachfolgeregelung für den Zulassungsstopp ein. Diese sieht eine bedarfsgerechte Planung durch die Kantone vor. Dabei soll die Zulassung durch ein Submissionsverfahren geregelt werden, welches einen Wettbewerb zwischen den Bestqualifizierten ermöglichen soll. Das Zusammenspiel zwischen Patienten, Ärzten und Krankenkassensicherern hat mit der Frage der Zulassung nichts zu tun und soll im Rahmen der Privatautonomie geregelt werden.

Der Gesetzgeber sollte sich darauf beschränken, eine Vielfalt der Versorgungsmodelle und einen Wettbewerb zwischen diesen Modellen zu ermöglichen.

Geschäftsstelle neu in Biel

Der Dachverband der chirurgisch und invasiv tätigen Ärztinnen und Ärzte der Schweiz (fmCh) hat ihre Geschäftsstelle von Zürich nach Biel verlegt. Die neue Adresse lautet: Generalsekretariat fmCh, Theodor Kocher-Strasse 11, 2502 Biel, Tel. 032 329 50 00, Fax 032 329 50 01, E-Mail sekretariat@fmch.ch.

fmCh

Clause du besoin limitée aux spécialistes – proposition inutilisable

Le Parlement cherche une solution pour sortir du moratoire sur l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux – en vain. La dernière proposition de la Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national (CSSS-N) à ce propos n'est qu'un pis-aller.

Le blocage de l'accès à la pratique privée ne devient pas plus judicieux du fait de son application aux seuls spécialistes. Les médecins de premiers recours n'ont rien à gagner à être sim-

plement exclus de la clause du besoin. D'emblée, le moratoire sur l'installation de nouveaux cabinets médicaux s'est révélé être une erreur de conception; elle n'a pas causé trop de dégâts, car les cantons l'ont transformé en un outil de planification. Le moratoire sur l'ouverture de nouveaux cabinets médicaux doit rapidement être remplacé par un modèle garantissant pour toute la population l'accès à une médecine de bonne qualité.

La fmCh refuse catégoriquement une clause du besoin limitée uniquement aux spécialistes. Cette mesure serait discriminatoire et frapperait injustement une partie du corps médical. Les jeunes spécialistes sont extrêmement bien formés aux niveaux technique et scientifique. Pourquoi empêcher précisément cette catégorie de médecins d'exercer leur talent au service de la santé de la population? Il n'y a aucune raison économique ou médicale de bloquer leur installation en pratique privée. Il n'y a pas que les généralistes qui commencent à avoir des problèmes de relève, les spécialistes sont aussi touchés par ce phénomène. Une clause du besoin fondée sur la sélection pure et simple ne ferait qu'aggraver la situation.

La fmCh défend une solution de remplacement différente de la clause du besoin. Il s'agit de mettre en place une planification en fonction des besoins déterminés par les cantons. L'admission à pratiquer doit être réglée par le biais d'un système de soumission qui encourage une concurrence entre les praticiens les plus qualifiés. Les rapports entre patients, médecins et assureurs-maladie, n'ont rien à voir avec les questions de moratoire sur l'ouverture des cabinets et doivent être réglés de manière autonome au plan privé. Le législateur doit ainsi se limiter à encourager plusieurs modèles assurant l'accès aux soins et favoriser la concurrence entre ces divers modèles.

Secrétariat déplacé à Bienne

L'association faîtière des médecins suisses à activité chirurgicale et invasive (fmCh) a transféré son secrétariat de Zurich à Bienne. La nouvelle adresse est: Secrétariat générale fmCh, rue Theodor-Kocher 11, 2502 Bienne, tél. 032 329 50 00, fax 032 329 50 01, e-mail sekretariat@fmch.ch.